



FSU 68



CDEN jeudi 22 novembre 2007
Déclaration commune FSU / SE-UNSA / SGEN-CFDT

Monsieur l'inspecteur d'académie,

Dans sa dernière liminaire, l'intersyndicale avaient exprimé un certain nombre d'attentes. La seule qui a été exaucée, a été l'annulation définitive du décret De Robien. Pour le reste, rien n'a changé. Les contentieux se sont accumulés, nos craintes n'ont pas été dissipées et nos attentes sont toujours aussi pressantes.

Les problèmes sont lourds et connus. L'évocation sera rapide : rentrée de plus en plus tendue, formation continue dégradée, gros problèmes de remplacement, mise en place d'une procédure « d'évaluation au mérite » qui a montré très vite ses limites, mouvement des personnels Intra académique asphyxié par la pénurie de postes et par des mesures contraignantes, dérives inquiétantes de pratiques managériales inadaptées au Service Public...

La dernière attaque en règle concerne l'enseignement professionnel. A la prochaine rentrée ce sont de 30 % à 50% des filières BEP/Bac Pro d'une durée de 4 ans qui passeront en bac pro 3 ans. Soit une perte d'une année complète de formation pour des élèves souvent en grandes difficultés sociales et scolaires et donc une formation nettement moins qualifiante. Comment ces élèves pourront-ils construire un projet professionnel valorisant ? A quelle insertion professionnelle pourront-ils prétendre ? Quid des élèves qui s'engagent dans un cycle de 3 ans et qui sortiront du système scolaire sans aucun diplôme ?

Ce catalogue est en plus, terni par les perspectives d'un Budget 2008 catastrophique. Les restrictions sont connues : - 22 700 postes dans la Fonction Publique d'Etat, -11 200 postes dans l'Education Nationale, -8800 postes d'enseignants dans le second degré et -1000 postes administratifs. C'est là une ponction sans précédent qui s'applique à une pyramide des âges pourtant de plus en plus élargie dans ses étages supérieurs. Dans notre académie, ce sont près de 400 enseignants qui partiront à la retraite en 2008. Ils ne pourront malheureusement pas être remplacés par la portion congrue de « sang neuf »

Ce constat désespérant à bien des égards, doit être confronté aux attentes des personnels.

Ces attentes viennent d'être exprimées par la forte participation des enseignants à la grève et aux manifestations du 20 novembre. Les personnels attendent avant tout une véritable revalorisation matérielle, une reconnaissance morale et des conditions de travail améliorées :

- avec notamment moins d'élèves à prendre en charge
- plus de moyens matériels attribués aux établissements
- une formation continue leur permettant de parfaire leurs connaissances et d'adapter leurs méthodes à des publics de plus en plus difficiles
- un moratoire sur les suppressions d'emplois envisagées et la mise en place d'une politique de recrutement ambitieuse pour le service public.

Les personnels supportent de plus en plus mal les interventions croissantes de la hiérarchie, en particulier dans le déroulement de leur carrière. Ils s'opposent aussi à une infantilisation et à un formatage sclérosants. Ils refusent enfin l'inflation des diverses et de plus en plus nombreuses « missions hors enseignement ».

Ces attentes sont légitimes. Elles sont responsables. Elles se sont exprimées le 20 novembre avec l'ensemble des fonctionnaires.

L'automne social 2007 n'est pas celui de toutes les craintes et de tous les dangers. Mais bien celui de toutes les ambitions et de tous les espoirs !